

# Le G20 donne son feu vert à l'accord sur la taxation des multinationales

Les grands argentiers du G20 ont approuvé samedi 10 juillet l'accord « historique sur une architecture fiscale internationale plus stable et plus équitable », qui instaure un impôt mondial d'« au moins 15 % » sur les bénéfices des multinationales.

- La Croix (avec AFP), le 10/07/2021 à 17:23

Objectif de l'accord obtenu au G20 : éviter que les Gafa paient des impôts dérisoires au regard de leurs revenus

Parallèlement à l'accord sur la taxation des multinationales, les ministres des finances ont également adressé un appel aux pays récalcitrants, la déclaration ayant été signée désormais par 132 des 139 membres du groupe de travail de l'OCDE qui réunit pays avancés et émergents.

« *Nous invitons tous les membres* » de ce groupe dit « cadre inclusif » OCDE-G20 qui « *n'ont pas encore adhéré à l'accord international, à le faire* », ont indiqué les ministres. Cet appel a été entendu par Saint-Vincent-et-les-Grenadines, un petit pays des Caraïbes qui s'est rallié à l'accord.

## **Arrêter la course à la baisse des taux d'imposition**

Le ministre italien de l'économie Daniele Franco, dont le pays préside le G20, a salué devant la presse un « *accord très important, que nombre de collègues ont qualifié d'historique* ». En donnant son « *feu vert aux éléments clé des deux piliers de la réforme* », le G20 « *contribue à stabiliser le système fiscal international pour les prochaines années* » et à arrêter « *la course à la baisse* » pour les taux d'imposition.

Il « *n'y a plus de retour en arrière possible* », s'est félicité le ministre français de l'économie Bruno Le Maire, appelant désormais à « *mettre effectivement en oeuvre la réforme de la fiscalité internationale d'ici 2023* »

» qui doit instaurer un impôt mondial d'« *au moins 15 %* » sur les sociétés pour sonner le glas des paradis fiscaux et taxer les entreprises là où elles réalisent leurs recettes. « *Nous opérons aujourd'hui une révolution fiscale. Nous tournons le dos à des décennies de course au moins-disant fiscal qui ont montré que c'était totalement inefficace* », a-t-il ajouté.

Les grands argentiers ont également appelé le groupe de l'OCDE à « *traiter rapidement les questions restantes* » et à présenter « *un plan détaillé pour la mise en œuvre des deux piliers* » de l'accord d'ici à la prochaine réunion du G20 en octobre.

### **Les deux piliers de l'accord**

Le « pilier 1 » de l'accord consiste à réaffecter une part de l'impôt sur les bénéfices payé par les multinationales aux pays dits « de marché », c'est-à-dire ceux où elles réalisent leurs activités. L'impôt ne sera donc plus dû uniquement là où leurs sièges sociaux sont installés. En ligne de mire, les entreprises qui réalisent plus de 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires mondial et dont la rentabilité est supérieure à 10 %.

Son objectif : éviter que les multinationales et surtout les Gafa (acronyme désignant les géants Google, Amazon, Facebook et Apple), qui ont largement profité de la pandémie de Covid-19 et des confinements, paient des impôts dérisoires au regard de leurs revenus.

Le « *pilier 2* » correspond à l'instauration d'un taux d'impôt effectif minimum « *d'au moins 15 %* » sur les bénéfices des multinationales. Un État pourra taxer les profits étrangers d'une de ses entreprises nationales qui aurait été imposée à l'étranger à un taux inférieur à ce taux minimum, afin de compenser l'écart.

### **Le taux reste en discussion**

Plusieurs membres du G20, dont la France, les Etats-Unis et l'Allemagne, militent pour un taux supérieur à 15 %, mais il ne devrait pas bouger avant la prochaine réunion des dix-neuf pays les plus riches du monde et de l'Union européenne en octobre.

Mais d'autres membres du groupe de travail de l'Organisation de développement et de coopération économique (OCDE) ayant conclu un accord de principe le 1er juillet manquent toujours à l'appel, comme l'Irlande ou la Hongrie.

L'Irlande pratique depuis 2003 un taux de 12,5 %, très faible par rapport aux autres pays européens, ce qui lui a permis d'accueillir le siège européen de plusieurs géants de la technologie comme Apple ou Google.